

## **SOUS COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ DE LA SARTHE**

SDIS de la Sarthe  
Sous direction des moyens opérationnels  
Groupement Organisation et Coordination des Secours  
Service prévention  
Dossier étudié par : Ltn Stephane BRAZILLE/plh  
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87  
Courriel : serv.prev@sdis72.fr  
Fax : 02.43.74.37.86

### **PROCÈS-VERBAL**

**OBJET :** Contrôle des établissements recevant du public

La Sous Commission Départementale de Sécurité s'est réunie le **19/01/2023** en séance plénière en vue d'approuver, conformément aux dispositions des articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation et du décret n° 95-260 du 8 Mars 1995, le rapport du groupe de visite de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans établi après la visite réalisée le **04/01/2023** de l'établissement ci-dessous :

Commune : LE MANS  
Établissement : E 181 00055 026 - CENTRE HOSPITALIER - BATIMENT REILLY  
194 avenue Rubillard  
Catégorie : 3ème cat.  
Type principal : U

### **AVIS**

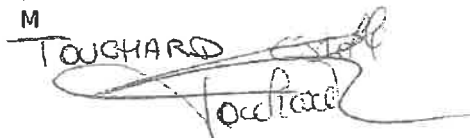
Considérant les propositions du groupe de visite, la Sous Commission Départementale de Sécurité de la Sarthe propose la réalisation des prescriptions mentionnées dans le rapport du groupe de visite et émet un avis :

**FAVORABLE**  
à la poursuite d'exploitation de cet établissement

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.123-22 et R.123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,  
M

TOUGHARD 

## RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DE la Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans

### RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DU : 04/01/2023

<u>Établissement :</u>	E 181 00055 026 - CENTRE HOSPITALIER - BATIMENT NEPHROLOGIE/DIALYSE & REILLY
<u>Adresse :</u>	194 avenue Rubillard 72000 LE MANS
<u>Type et Catégorie :</u>	U - 3ème cat.
<u>Objet de la visite :</u>	Visite périodique et réception de travaux
<u>Périodicité des visites :</u>	36 mois
<u>Date dernière visite périodique et avis :</u>	25/05/2018 - avis défavorable levée d'avis défavorable le 23/05/2019

### COMPOSITION DU GROUPE DE VISITE

#### Membres ayant voix délibérative :

Le représentant du maire :	Mme CHOISNE
Le représentant du DDSIS :	M. le lieutenant BRAZILLE
Le représentant du DDT :	M. CADAOUEN RENOU

#### Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- Mme REZE, chargé de sécurité CHM
- M. CARRE, responsable département maintenance et sécurité
- M. METAIS, service urbanisme ERP Ville du Mans
- M. DE FRANCE, coordinateur SSI
- M. PUREN, bureau de contrôle VERITAS
- M. PAPIN, CH Le Mans Travaux
- M. GRELE, INEO Elec SSI
- M. GUIDEL, DEF OUEST SSI
- M. DUPREY, DEF OUEST SSI
- M. DERRIEN, SSIAP2

### RÈGLEMENTATION

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.  
Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 123-4, R. 152-6 et R. 152-7 du code de la construction et de l'habitation.

## HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou d'AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
AT.181.22.Z0200	Réhabilitation partielle.	07/07/2022	

## DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de Madame REZE, chargée de sécurité CHM.

### **Descriptif :**

#### **Bâtiment REILLY :**

##### **Niveau 0 : chambre mortuaire**

- 1 sous-station chauffage
- 1 salon attente pompe funèbre
- 1 local CTA
- 1 salle prélèvement corné
- 1 salle escare de corp
- 1 salle thanatologie
- 1 lingerie
- 1 salle de pause
- 1 bureau
- 1 salle toilette rituelle
- 1 salle de conservation
- 1 salle des cérémonies
- 4 salons
- 1 local rangement
- 1 bureau salon de confidentialité
- 1 accueil / attente
- 1 local TGBT
- vestiaires / bureaux de stockage
- 1 hall d'entrée
- 1 salle de réunion

##### **Au R+1 : désaffecté**

##### **Au R+2 : CAMPS**

- 23 cabinets médicaux
- 1 salle d'activité de groupe
- 1 local rangement
- 1 réserve
- 1 accueil
- 3 bureaux
- 1 salle de réunion
- 1 local détente
- 1 local archives
- 1 local débarras
- 1 local ménage
- 1 local stockage clim mobilier
- 1 local ventilation
- 2 locaux électriques
- 1 local onduleur
- locaux de stockage

##### **Au R+3 : centre de soins dentaire et maison médicale de garde et une zone désaffecté**

- 1 hall / zone attente
- 6 cabinets dentaires
- 1 salle d'attente
- 1 secrétariat / accueil

- 1 salle de réunion
- Sanitaires
- 2 bureaux
- 1 salle de pause
- 1 salle petite
- 1 local ménage
- 1 local décontamination
- 1 local

Au R+4 : désaffecté

### TRAVAUX RÉCEPTIONNÉS

**Objet des travaux :** Réhabilitation partielle

Les travaux réceptionnés ont fait l'objet de :

- Autorisation de travaux n° 181.22.Z0200 étudiée par la S.C.D.S. le 04/08/2022

**Documents présentés lors de la visite de réception :**

- **Rapport de vérification réglementaire après travaux** établis par des personnes ou organismes agréés par le ministère de l'Intérieur (*obligatoire pour les établissements du premier groupe – articles 47 du décret du 8 mars 1995 et GE8 du règlement de sécurité*)
  - Bureau VERITAS N° 14451100/0796206-00432 RVRAT n° 3
  - Bureau VERITAS N° 12390530/1 du 27/06/2022
- **Rapport de vérifications techniques relatif à la vérification des systèmes de détection automatique d'incendie, des installations de désenfumage et des installations électriques** établis par des personnes ou organismes agréés par le ministère de l'Intérieur (*obligatoire pour les établissements du deuxième groupe avec des locaux à sommeil – article PE4 du règlement de sécurité*)
  - LODEVA Conseil du 04/01/2023 par M. Frédéric de FRANCE

**La commission de sécurité a rappelé à l'exploitant l'obligation de solliciter une demande de passage de la commission de sécurité auprès de Monsieur le Maire du Mans avant l'ouverture au public, ce qui dans le cas présent n'a pas été respecté.**

### VERIFICATIONS TECHNIQUES

**Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :**

NATURE	VÉRIFICATEUR	DATE	OBSERVATIONS
Installations électriques	Non réalisé		
Éclairage de sécurité (BAES)			
Installation de chauffage sous station	DALKIA	Contrat	
Ascenseurs :			
- contrat annuel d'entretien	OTIS	Contrat	
- contrôle quinquennal par organisme agréé	Non réalisé		
Système de sécurité incendie de catégorie A :			
- Contrat annuel d'entretien	DEF		Installation neuve
- système d'alarme type 1 Ags- Tre	RVRAT Bureau VERITAS		
Installation de désenfumage (tirer lâcher, CO <sub>2</sub> ) cages d'escalier	Non réalisé		
Extincteurs portatifs	TECC		à transmettre

**Contrôles (art. MS74) :**

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises

par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

#### **Autres vérifications :**

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : 50 personnes formées
- exercice d'évacuation : à mettre en place
- système de sécurité incendie : SSIAP de l'établissement

Surveillance de l'établissement (ERP de type U)

Contrat de maintenance SSI en 4h : oui

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) : oui

Consignes : oui

Ligne directe : oui au PC sécurité

Plan de l'établissement : oui

Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200m de l'établissement : oui

#### **Observations relevées lors de la visite :**

La commission de sécurité de l'arrondissement du Mans a constaté les points suivants :

- Les plans d'évacuation et le plans d'interventions étaient réalisés
- Les consignes de sécurité étaient affichées
- Le contrat de maintenance du SSI est mis en place
- Les extincteurs sont en places
- Le registre de sécurité est ouvert

La commission de sécurité a procédé aux essais suivant :

- Après coupure des énergies essais de l'alarme incendie par DAI vérifications des points suivants :
  - présence de temporisation : non
  - durée de la diffusion : par AGS
  - présence de flash lumineux : oui
  - compartimentage : oui
  - désenfumage mécanique : non
  - désenfumage naturel : oui
  - fonctionnement des portes coupe-feu : oui
  - fonctionnement des ferme-portes asservies : oui

Les éléments constatés et les essais réalisés sont satisfaisants

— — —

## CLASSEMENT

### **Classement :**

Calcul selon l' article U2

Mode de calcul de l'effectif : Déclaration d'effectif du maître d'ouvrage.

Niveaux	Service	Bureaux de consultation	Effectif	salons	Effectif	Salle de cérémonie	Effectif	total niveau	effectif cumulé
4	désaffecté	0	0	0	0	0	0	0	0
3	désaffecté	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Centre de soins dentaire	8	64	0	0	0	0	64	64
2	Locaux techniques	0	/	0	0	0	0	0	0
	CAMPS	14	112	0	0	0	0	112	112
	Désaffecté	0	/	0	0	0	0	0	0
Rez de chaussée	Chambre mortuaire	/		4 salons	déclaratif 60 (15 personnes x 4 salons)	74 (selon L35d).	74	134	310
<b>EFFECTIF TOTAL</b>								Total 310 personnes	

Établissement Recevant du Public de 3ème cat. et de type U

## PRESCRIPTIONS

### **Vérifications techniques obligatoires (articles R123-43, GE8)**

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage (art. CH57 et CH58)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les portes coupe-feu des réserves (art. MS58)
- les clapets coupe-feu (art. CH58)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R123-51 du code de la construction et de l'habitation).

**Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).**

### **Prescriptions antérieures :**

Aucune prescription

### Nouvelles prescriptions :

Ordre	
1	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la levée des observations du RVRAT BUREAU VERITAS n°14451100/0796206-00432-03 du 02/01/2023 (art. R123.44).
2	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la levée des observations du rapport de réception technique du SSI établi par LODEVA CONSEIL le 04/01/2023 (art. R123.44).
3	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, les rapports de vérification suivants, accompagnés des justificatifs de levée des éventuelles observations y figurant : _RVRE portant sur les installations électriques (art. R123.44).
4	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, les rapports de vérification suivants, accompagnés des justificatifs de levée des éventuelles observations y figurant : _RVRE quinquennales portant sur les ascenseurs (art. R123.44).
5	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la copie du registre de sécurité attestant la vérification des extincteurs (art. R123.44).
6	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la copie du registre de sécurité attestant la vérification du désenfumage (art. R123.44).

### Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

*(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)*

### AVIS

A l'issue de cette visite, les membres du groupe de visite de la commission proposent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de l'établissement.  
Néanmoins, les prescriptions énoncées ci-dessus devront être intégralement respectées.

Le Rapporteur,  
Ltn Stephane BRAZILLE



